

## Journal de la CFDT 1978

### Entretien avec Eugène Descamps

« Si mai et juin 1968 ont été, pour le plus grand nombre, des augmentations de salaires et des avantages sociaux, nous nous en réjouissons car c'est le résultat de l'action syndicale. Mais 68, c'est infiniment plus : c'est l'expression d'une révolte du cœur et de l'esprit. »

Voilà ce qu'écrivait Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T. de 1961 à 1971, dans le numéro spécial de Syndicalisme Magazine du 10 juin 1968.

Dix ans après, alors qu'Eugène Descamps est, pirouette de l'Histoire, enseignant à l'université de Nanterre, nous sommes allés lui demander, au nom des militants et adhérents de la C.F.D.T. et en particulier à l'intention des plus jeunes, de nous faire revivre cette période. Eugène Descamps évoque très simplement ces semaines où l'on vit « un peuple en marche ».

**□ C.F.D.T. Magazine : Dix ans après, il est plus facile d'expliquer les événements. Mais à chaud dans quel état d'esprit étiez-vous, toi et les autres responsables confédéraux, au début de cette période**

Eugène Descamps : Il n'est pas inutile en effet de rappeler le contexte de l'époque. D'une part le patronat refusait depuis plusieurs années de négocier et du côté du gouvernement ça ne valait guère mieux, avec la modification par ordonnance de la Sécurité sociale durant l'été 1967. Il y avait eu au printemps 1967 plusieurs grèves très dures, à la Saviem, chez Dassault, à Saint-Nazaire, chez Rhodiaceta à Besançon, avec des slogans comme « Non au chômage bidon » (alors que la restructuration industrielle faisait déjà des dégâts) ou « Non au pouvoir patronal dans le domaine de l'emploi ».

Par ailleurs, la C.F.D.T. sortait à peine de sa transformation et de l'épreuve de la déconfessionnalisation de 1964 ; le procès avec la «C.F.T.C. maintenue» mobilisait du temps et aigrissait les rapports dans l'organisation. Enfin, d'autres organisations syndicales comme la F.E.N. et F.O. ne se privaient pas de dire que nous nous étions mis un «faux nez», que malgré tout, la C.F.D.T. restait un instrument de l'Eglise

Du côté de la C.G.T., après l'accord sur la plateforme revendicative du 10 janvier 1966, une grande date soit dit en passant, entre nos deux organisations les tensions subsistaient. Il fallait apprendre à travailler ensemble.

**□ C.F.D.T. Magazine Au début, on pouvait pourtant penser qu'il n'y avait qu'une agitation étudiante, passagère. Un peu d'acné juvénile en quelque sorte, qui ne concernait pas directement les travailleurs**

E.D. : Ce n'était pas notre analyse. Nous étions sur le qui-vive. Assez vite, la C.F.D.T. avait bien senti que les revendications étudiantes étaient profondes et rejoignaient les nôtres pour le refus de la société de consommation, de la course à la hiérarchie et à l'autorité. Le 6 mai, la C.F.D.T. publie un communiqué de soutien aux étudiants, après la répression policière et la fermeture de la Sorbonne. Dès le 9 mai, les membres parisiens du Bureau confédéral décident de se réunir tous les jours autour d'André Jeanson, président confédéral et de moi-même. En liaison avec les fédérations et les régions, le Bureau confédéral devait ensuite, pendant six semaines, être mobilisé de jour et de nuit pour décider et agir.

**□ Pas si vite ! Revenons à la grande manifestation du 13 mai, avec plus de 500 000 participants à Paris.**

E.D. : D'abord, le 10 mai, nous avons prévu, avec la C.G.T., la F.E.N. et l'UNEF, d'organiser des manifestations dans toute la France pour le 14. Dans le même temps, des actions de masse, sur le thème de la défense de l'emploi, avaient déjà eu lieu le 8 dans tout l'Ouest, le 10 dans le bassin houiller de Moselle. Mais dans la nuit du 10 au 11 mai, il y a eu des heurts violents et des barricades au Quartier latin. La police, sur ordre du gouvernement complètement affolé, fait preuve d'une brutalité qui rappelait Charonne en 1962...

Aussi la manifestation ouvrière et étudiante prévue pour le 14 est-elle avancée au 13. Elle connaît un énorme succès et va engendrer un vaste mouvement dans les entreprises, jouant le rôle d'un révélateur pour les travailleurs. A Nantes-Bouguenais chez Sud-Aviation, puis à Cléon chez Renault, la grève avec occupation s'organise.

Dès le 16 mai, la C.F.D.T. prend position pour donner une orientation aux militants dans la perspective du mouvement qui, on le sent nettement à ce moment, va prendre une grande ampleur. C'est un texte fait « à chaud », dont les répercussions ont été sans commune mesure avec celles qu'on lui prêtait à l'époque. Dans sa dernière partie, en effet, ce texte évoquait « des structures démocratiques à base d'autogestion ».

Il ne fallait pas que la grève, surtout un mouvement de cette force, reste surtout l'affaire des états-majors, des seuls délégués ; il fallait de l'initiative dans les entreprises, dans les localités pour la conduite de l'action, pour l'élaboration des revendications. D'ailleurs l'arrêt des

transports, les difficultés relatives de l'information facilitaient, de fait, des méthodes d'action novatrices.

**□ Le gouvernement a alors engagé les négociations de Grenelle, pour mettre fin aux conflits.**

E.D. : Quand des milliers d'usines, de bureaux, de magasins sont occupés, quand des millions de travailleurs sont en grève, quand l'action directe, l'imagination sont au pouvoir, la négociation change de contenu. C'est bien dans cet esprit que la délégation C.F.D.T., que je conduisais, a bataillé ferme pour obtenir durant cette négociation, face à un pouvoir politique affaibli et à des représentants patronaux déroutés mais vigilants, des concessions importantes en matière de SMIG, un calendrier pour des négociations ultérieures. Sur plusieurs points nous avons satisfaction et en particulier sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, qui fut entérinée officiellement par la loi du 27 décembre 1968. L'entêtement de la C.F.D.T. à Grenelle sur cette question a permis, depuis dix ans, une remarquable avancée du syndicalisme dans les entreprises.

**□ On sait comment la grève se poursuit au-delà des résultats obtenus à Grenelle, puis comment le mouvement a reflué, après le 30 mai et la dissolution de l'Assemblée nationale, la campagne électorale des législatives de juin 1968. La déception a dû être immense ?**

E.D. : Nous avons largement contribué à rechercher, durant la période de vide politique de la fin mai, une alternative pour le pouvoir, puisqu'il nous semblait qu'il fallait s'orienter ailleurs que dans les formes parlementaires.

Un point d'histoire concernant la manifestation du 27 mai au stade Charléty (1), si souvent contestée, et récemment encore, par la C.G.T.

Ni la Confédération, ni l'U.R.P. n'y participent, mais Frédo Krumnow (membre du bureau confédéral) représente plusieurs fédérations C.F.D.T. et intervient en leur nom. Devant l'absence de pouvoir et la nécessité d'interlocuteurs, ce fut l'appel à Mendès France. Mais de toute évidence, la solution que nous préconisions s'est heurtée à des blocages très fermes en divers endroits du monde politique de gauche, tant du côté du P.C. que de la F.G.D.S. (2). Et puis, il y a eu le retour de De Gaulle de Baden et son discours du 30 mai. Le reflux du mouvement de grève a commencé avec le durcissement du côté du gouvernement et la volonté du patronat de limiter le plus possible les concessions faites lors des semaines précédentes. Certes, il fallut bien constater, amèrement, que les changements tant souhaités n'étaient pas pour tout de suite. Cependant

les leçons des événements restaient positives. La jeunesse, celle des universités comme celle déjà au travail, avait crié son aspiration à des changements profonds de société.

Nous avons pu constater aussi que les idées novatrices que la C.F.D.T. avançait depuis de nombreuses années trouvaient un écho très favorable. Ce que nous avons dit auparavant, souvent sans être entendus, était repris, amplifié. Ultérieurement des idées assez imprécises au moment de leur formulation ont été traduites et formulées de manière plus rigoureuse, plus cohérente (notamment lors de notre grand congrès d'orientation de 1970).

Enfin, les événements de mai-juin 1968 ont montré la solidité de notre organisation syndicale, d'autant plus remarquable que la grande autonomie des fédérations et régions, celle des syndicats, la diversité de leurs initiatives n'empêchaient pas, au contraire, l'homogénéité, la cohérence des actions et des revendications. Renforcé de nouveaux éléments jeunes, qui jusque-là refusaient l'adhésion syndicale ou l'ignoraient en raison de la faiblesse de notre implantation précédente, la C.F.D.T. a été en bien meilleure position qu'auparavant pour l'action syndicale de masse, pour définir son projet de société, développer son audience parmi les travailleurs.

En mai 1968, bien des travailleurs ont découvert ce qu'était l'action solidaire, fraternelle, du combat syndical. Pour beaucoup, ce fut l'aube d'une libération personnelle, collective !...

Encore un mot, qu'il me soit permis de dire que du membre du Bureau confédéral au militant de base, nous formions à la C.F.D.T. une immense armée de l'espoir, unie, unanime dans ses luttes et ses projets. Chacun y prit sa part. Qu'il en soit, à cette occasion, remercié, car de nos efforts rassemblés surgit alors un peuple debout.

Propos recueillis par JEAN BAFFRAY □

(1) Ce meeting fut organisé par l'UNEF. Plusieurs militants syndicaux y apportèrent la solidarité de leurs organisations.

(2) La F.G.D.S. (Fédération de la gauche démocratique et socialiste) groupait la S.F.I.O., le parti radical et la Convention des institutions républicaines (Mitterrand).